



LYNDON B. JOHNSON : ENTRE CONTINUITÉS ET RUPTURES



DIRECTION

Alexandra Boudet-Brugal
Benoît Lopez



15

LYNDON B. JOHNSON : ENTRE CONTINUITÉS ET RUPTURES

DIRECTION

Alexandra Boudet-Brugal
Benoît Lopez

COLLECTION « ACTES »

Comité éditorial

Elsa Bansard (Université Paris-Saclay, MSH Paris-Saclay)
Marianne Blidon (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, IDUP)
Stefano Bosi (Université d'Évry, CEPS)
Maryse Bresson (UVSQ, Printemps)
Sophie Chiari (IHRIM, MSH Clermont-Ferrand)
Claude Didry (CNRS, Centre Maurice Halbwachs)
Pierre Guibentif (Iscte Institut universitaire de Lisbonne, Dinâmia'CET_Iscte)
Christian Hottin (ministère de la Culture, direction générale des Patrimoines
et de l'Architecture, UMR Héritages, CTHS)
Flavie Lavallée (Université Paris-Saclay, MSH Paris-Saclay)
Sébastien Oliveau (Université Paris-Saclay, MSH Paris-Saclay)
Delphine Placidi-Frot (Université Paris-Saclay, IEDP, associée au Printemps)
André Torre (INRAE, AgroParisTech)

* * *



MSH Paris-Saclay Éditions, Université Paris-Saclay, 2025.

4, avenue des Sciences, 91190 Gif-sur-Yvette

www.msh-paris-saclay.fr

Collection « Actes »

ISSN 2800-7891



Cet ouvrage est publié en accès ouvert selon les termes de la licence Creative Commons Attribution – Utilisation non commerciale – Pas d'œuvre dérivée 4.0 International (CC BY-NC-ND 4.0), qui permet le partage de l'œuvre originale (copie, distribution, communication) par tous moyens et sous tous formats, sauf à des fins commerciales, à condition que l'œuvre originale soit correctement citée et diffusée sans modification, dans son intégralité.

Pour plus d'informations : <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

ISBN 978-2-9597054-2-7

Introduction

La Grande Société : droits citoyens et sociaux

L'ambition du président Johnson a été concrétisée par de multiples initiatives légales mais avec une postérité variable. L'influence de sa politique sur le droit électoral est indéniablement l'une des traces les plus emblématiques qu'il laissera dans le système politique américain. **Olivier Richomme**, dans son texte intitulé « *Katzenbach v. South Carolina* (1966) and LBJ's Voting Rights Legacy », aborde la question de l'élection de 1965 mais surtout l'adoption de la loi sur le droit de vote. Ce dernier rappelle qu'elle représente un tournant majeur dans l'histoire politique américaine, garantissant aux Afro-Américains un accès équitable aux élections. Cette loi est considérée comme l'un des plus grands accomplissements de la présidence de Lyndon B. Johnson, le plaçant parmi les présidents les plus réformateurs du xx^e siècle.

Le chapitre met en évidence que la loi a été le fruit d'un effort considérable du ministère de la Justice, en particulier de la Division des droits civiques, soutenue par Johnson. Le président a joué un rôle clé en faisant pression sur le Congrès pour faire avancer le projet de loi, conscient que cela pourrait nuire électoralement aux Démocrates. Le contexte institutionnel de l'époque a également été favorable, la Cour suprême validant rapidement la constitutionnalité de la loi, notamment la Section 5, qui impose un contrôle préalable sur les changements électoraux dans certaines juridictions.

Olivier Richomme précise que l'héritage de Johnson en matière de droits de vote est en partie le résultat d'une collaboration efficace entre les trois branches du gouvernement, un contraste frappant avec la situation politique actuelle. Le chapitre conclut à la fois que le succès de la loi a reposé sur un contexte institutionnel propice et qu'elle a eu un impact immédiat en augmentant le nombre d'électeurs noirs.

Pour autant, la population afro-américaine n'est pas le seul groupe ethnique qui a bénéficié d'un engagement fort du président Johnson durant son mandat. Ainsi, dans son texte « *The State of Indigenous Affairs During the John F. Kennedy/Lyndon B. Johnson Administrations (1961–69): A Federal Change of Heart from Termination to Sovereignty* », **Sophie Croisy** examine l'évolution des droits des peuples autochtones aux États-Unis sous les présidences de John F. Kennedy et Lyndon B. Johnson. Après une période de politiques de « *termination* » dans les années 50, qui visaient à assimiler les populations autochtones et à réduire leur autonomie, les années 60 ont marqué un tournant avec l'adoption de politiques plus progressistes. Le chapitre souligne que la loi sur les droits civiques de 1965 a joué un rôle crucial dans la reconnaissance des droits des autochtones, leur permettant de participer pleinement au processus électoral. Les administrations de Kennedy et Johnson ont travaillé à la réhabilitation des droits des autochtones, en promouvant des initiatives de développement économique et éducatif.

Chronologiquement, Kennedy a initié un changement de cap en promettant de respecter les droits des autochtones et de soutenir leur autonomie. Son administration a vu la création de programmes visant à améliorer les conditions de vie dans les réserves. Johnson a poursuivi ces efforts, renforçant les droits des tribus et promouvant des initiatives de développement. Malgré ces avancées, Sophie Croisy note que les politiques de Kennedy et Johnson ont parfois échoué à réaliser pleinement leurs promesses, notamment en matière de protection des terres et d'accès aux soins de santé. Cependant, leurs efforts ont ouvert la voie à des changements significatifs dans la relation entre les peuples autochtones et le gouvernement fédéral.

En conclusion, le chapitre met en lumière l'importance des administrations de Kennedy et Johnson dans la réhabilitation des droits des autochtones, tout en reconnaissant les défis persistants qui demeurent dans la lutte pour la justice sociale et l'autonomie.

L'autonomie et l'émancipation sont également des préoccupations centrales du projet de société du président Johnson comme le relève **Benoît Lopez** dans sa contribution intitulée « *Job Corps : un programme social pour héritage* ». Le chapitre explore le programme *job corps*, initié par le président Lyndon B. Johnson dans le cadre de sa lutte contre la

pauvreté. Ce programme vise à aider les jeunes de 16 à 24 ans à s'insérer professionnellement en leur offrant formation et hébergement. Avec un budget de plus d'un milliard et demi, *Job Corps* représente une méthode ambitieuse pour répondre aux défis de l'insertion des jeunes dans le monde du travail.

L'exemple du boxeur George Foreman illustre bien l'impact positif de *Job Corps*, qui a permis à de nombreux jeunes, souvent issus de milieux défavorisés, de changer de trajectoire. Le programme se déroule en trois étapes : sélection, formation intensive et placement en emploi ou en poursuite d'études universitaires. Le chapitre souligne également les réussites du programme, notamment en matière d'alphabétisation et de réduction de la délinquance. Malgré des critiques concernant son coût et son efficacité, *Job Corps* a su perdurer et s'adapter aux besoins des jeunes, y compris en intégrant des anciens combattants. Enfin, Benoît Lopez compare le programme à des initiatives similaires en France, mettant en lumière les différences et les convergences dans les approches d'insertion professionnelle.

LYNDON B. JOHNSON : ENTRE CONTINUITÉS ET RUPTURES

2025 marque une série d'anniversaires liés à la présidence de Lyndon B. Johnson. En matière de politique étrangère, 1965 voit le lancement de l'opération *Rolling Thunder*, tandis que 1975 est marquée par la déclaration du président Ford proclamant la fin la guerre du Vietnam. Sur le plan intérieur, 1965 est aussi l'année du vote par le Congrès du *Voting Rights Act* et du *Social Security Act*, instaurant Medicare et Medicaid.

L'énigme de la présidence Johnson – législateur aguerri, président impérial, puis président déchu – continue d'interroger. Cet ouvrage explore les multiples arcs narratifs de sa présidence, mettant en lumière l'articulation entre la personnalité de l'homme et les contextes politique et géopolitique d'alors. Car si Johnson a su tirer parti d'un climat social et politique favorable pour insuffler une impulsion législative hors du commun, le contraste est immense avec son bilan désastreux en matière de politique étrangère, résultante de la guerre du Vietnam.

Structuré en trois parties, l'ouvrage s'ouvre sur un regard général porté sur le président et son mandat, se poursuit avec une analyse de la question des droits citoyens et sociaux, et se conclut par une réflexion sur la guerre contre la pauvreté, pilier de sa « Grande Société ». Les contributions réunies ici mettent en lumière l'ampleur du travail accompli par Johnson et son administration, ses limites, et ses résonances dans l'Amérique d'aujourd'hui. La présidence Johnson apparaît alors comme une période de profondes mutations, révélant une société clivée, dont les fractures ne cesseront de s'amplifier.

Juristes, historiens et spécialistes de la civilisation américaine croisent ici leurs approches comparées pour éclairer la complexité d'une présidence dont l'héritage résonne encore dans les débats contemporains.